



**Sylvie Goulard, Goodbye Europe**, Flammarion, Café Voltaire, 2016, 132 p.

L'auteur poursuit avec ténacité et enthousiasme sa défense et illustration de l'Union européenne. Par ce nouvel essai, Sylvie Goulard, députée européenne et militante politique de la cause européenne réagit d'abord aux décevantes conclusions du Conseil européen du 19 février 2016 qui conclut, comme elle le dit, « à la sauvette » un nouvel arrangement pour le Royaume-Uni dans l'Union européenne. Cet arrangement visait à donner des arguments politiques à l'ancien Premier ministre David Cameron pour défendre sa cause lors du futur référendum sur le Brexit, sans forcément d'assurance pour l'emporter.

Elle démontre, avec raison, que cet arrangement n'a présenté que des inconvénients pour la construction européenne: une erreur psychologique, une finalité floue, un mépris du droit et des institutions, une discrimination à l'encontre de la zone Euro. Il est même, à notre avis, humiliant pour les autres Etats membres en montrant que, pour garder le Royaume-Uni au sein de l'Union européenne, un certain renoncement au projet initial d'intégration européenne est toujours possible. Cet Etat à toujours obtenu, il est vrai, les dérogations qui l'arrangeaient en ne prenant dans le projet européen que ce qui l'intéressait. Le Royaume-Uni a toujours préféré la logique du marché européen sans vraiment être attiré par la construction d'une Europe politique. Donc, cet arrangement de février 2016 n'a pas constitué une opportunité de s'interroger réellement sur le destin de l'Union européenne.

Le référendum du 26 juin 2016 par l'adoption du Brexit a en quelque sorte confirmé le « Goodbye Europe » pas seulement envers les britanniques, s'il n'amène pas les autres Etats membres et leurs peuples à redonner un vrai sens à l'Union européenne. Pour l'auteur, ce départ devrait faire réfléchir sans tabou sur les forces et les faiblesses actuelles de la construction européenne dans un monde en pleine mutation géopolitique. Certains choix politiques représentent soit un retour en arrière pour tenter de récupérer la souveraineté nationale, soit le maintien du statu quo en oubliant le projet politique initial de cette construction. Ces deux choix ne constituent pas la bonne solution pour notre continent. Le retour en arrière est en profonde contradiction avec l'interdépendance accrue des Etats et des peuples. En effet, l'Union européenne donne une nouvelle forme de souveraineté à l'ensemble des Etats du fait de l'intégration européenne. Il faut admettre la nécessité d'un approfondissement de la solidarité européenne pour affronter collectivement les défis

globaux, par exemple le réchauffement climatique ou la conversion énergétique. Le statut quo reste insuffisant.

Refaire l'Europe suppose de retourner aux sources de cette construction qui visait à terme une Europe politique. Cela exige que les politiques nationales ne fassent plus de l'Europe l'éternel bouc émissaire de leurs défaillances internes.

Par ailleurs, pour Sylvie Goulard, le Conseil européen joue un rôle d'une grande ambiguïté, y compris par son côté opaque qui ne permet pas aux européens d'en comprendre la logique. En plus, la montée en puissance du Conseil européen, ces dernières années, a trop diminué les rôles du Parlement européen ou de la Commission européenne. Il faudrait aussi que les chefs d'Etat ou de gouvernement indiquent vraiment la distribution des compétences entre le niveau national et le niveau européen.

De son point de vue, l'élection présidentielle française devrait être un moment privilégié pour exposer les conséquences et les possibilités du statut d'Etat membre de l'Union européenne. La campagne électorale pourrait éviter des promesses intenables, dangereuses ou irréalistes dans le cadre européen. La campagne actuelle ne semble pas aller dans ce sens. Les médias devraient aussi s'europeaniser comme le suggère l'auteur. Il serait bien qu'elle soit entendue. Il reste la aussi beaucoup de chemin à faire pour cela.

Il ne faut donc pas dire Goobye à l'Europe. Pour Sylvie Goulard, « il est temps de bâtir une Europe unie, une communauté solidaire, douce aux plus vulnérables, dure aux ennemis de la liberté ». Il serait bien que ce souhait soit entendu même si les britanniques mènent vraiment jusqu'à son terme leur volonté de divorcer de l'Union européenne.

**Henri Oberdorff**  
**Professeur émérite de l'Université Grenoble-Alpes**  
**Président de l'UPEG**  
**Le 28 février 2017**